



Juin 2013 - N° 114

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 11 et le 21 juin 2013

Analyse réalisée sur la base de 157 réponses exploitables

Dans un contexte très perturbé, la **Chambre de Commerce et d'Industrie** Territoriale de Loir-et-Cher et l'**Observatoire**, en **partenariat avec le Conseil général**, poursuivent l'enquête rapide de conjoncture mise en œuvre depuis 2009. Celle-ci a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise et son ampleur. Pour cette 12^{ème} édition, 180 responsables de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête entre le 11 et le 21 juin 2013.

157 réponses ont pu être exploitées. Deux relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un **taux de retour de 10 %**. Les entreprises correspondantes emploient environ **1 500 salariés**.

Sans croître apparemment en intensité, **le marasme se poursuit**. **L'activité s'est contractée** dans une bonne majorité des entreprises et les dirigeants n'anticipent pas de reprise dans l'immédiat. Ils sont d'autant moins enclins à la faire que les quelques espoirs, timides, qu'ils avaient formulés lors de l'enquête de mars ne se sont pas concrétisés.

Les **pertes de clients ou de marchés** sont plus répandues, mais l'état des difficultés financières s'est un peu desserré chez les répondants, malgré l'allongement des délais de règlement des factures par les clients.

L'impact sur **l'investissement**, toujours premier touché lorsque les perspectives s'assombrissent, est important, puisque des **reports** sont **opérés dans 2 établissements sur 3**. C'est le cas également pour les **postes non permanents** (intérim en particulier), qui servent de variable d'ajustement en fonction du niveau d'activité. En revanche, le recours au chômage partiel demeure très marginal tout au long des enquêtes ; les données de l'UT Direccte montrent d'ailleurs que la mesure est nettement moins utilisée qu'en 2009. Les **effectifs permanents**, jusque-là à peu près épargnés, **commencent à leur tour à subir les effets d'un ralentissement** qui s'ins-

talte. Tous les secteurs ne sont cependant pas dans la même situation, le commerce de gros étant le plus concerné.

La position vis-à-vis de **l'innovation** est très variable d'un secteur à l'autre, voire d'une entreprise à l'autre. Les conclusions générales sont assez ardues à établir. Face au malaise ambiant, elles sont toutefois **plus nombreuses**, globalement, **à freiner ou stopper complètement les efforts** en la matière qu'à les intensifier.

Les **prévisions** pour les prochains mois **ne sont pas bonnes**. Les **commandes se dégarnissent** dans près d'un cas sur 2, bien davantage encore dans le commerce de gros. Paradoxalement, la **visibilité à un peu plus long terme tend à s'améliorer**, notamment dans **l'industrie**. Il ne devrait pas y avoir d'amélioration sur le plan de l'emploi, les tendances actuelles de réduction d'effectifs étant amenées à se prolonger.

Les **soldes d'opinion** montrent bien l'état d'esprit des dirigeants : **inquiets** par le niveau des commandes pour leur propre entreprise, très **pessimistes sur l'économie en général**. Ce point de vue est évidemment subjectif, mais le moral est un paramètre important dans la capacité à rebondir.

L'activité continue à s'étioler, la reprise n'est pas en vue

S O M M A I R E

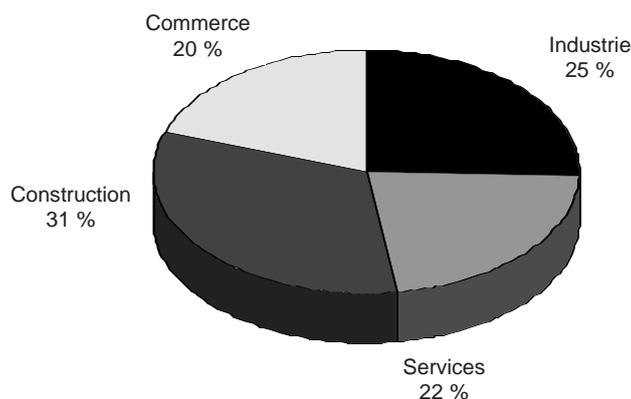
| | | | |
|--|----------|---|----------|
| 157 réponses exploitables | 2 | La réduction des effectifs permanents affecte davantage le commerce de gros | 7 |
| Répartition par activité | 2 | Le recours à du personnel non permanent diminue assez souvent, sauf dans les services | 7 |
| Répartition par taille | 2 | Le recours au chômage partiel très limité chez les répondants | 8 |
| Les évolutions récentes | 3 | 4 entreprises sur 10 ont freiné ou stoppé leur effort d'innovation | 8 |
| L'activité a reculé pour 6 entreprises sur 10 | 3 | Les prévisions pour les prochains mois | 9 |
| la moitié des entreprises a perdu des clients ou des marchés | 3 | Des carnets de commandes inquiétants pour plus d'un dirigeant sur 2 | 9 |
| Une plus faible proportion d'entreprises confrontées à de graves difficultés financières | 4 | La suppression de postes permanents plus fréquemment envisagée | 10 |
| Les relations avec les banques se sont tendues dans les services | 4 | De même pour les postes non permanents | 10 |
| De plus en plus de clients allongent leurs délais de règlement des factures | 5 | Le pessimisme regagne du terrain, sauf dans les services | 11 |
| Peu d'entreprises exportatrices parmi les répondantes | 6 | Une inquiétude très ancrée | 12 |
| L'investissement malmené | 6 | | |

157 réponses exploitables

Répartition par activité

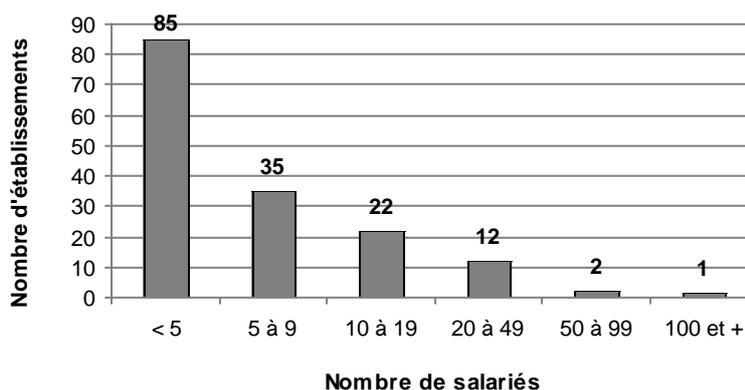
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu et à la construction, qui tient une place importante dans le milieu rural.

Répartition des réponses exploitables par grand secteur d'activité



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



157 entreprises

Les évolutions récentes

Le marasme perdure : **plus de 6 entreprises sur 10** ont enregistré un **repli de leur chiffre d'affaires** au cours des derniers mois, proportion identique à celle enregistrée lors de l'enquête précédente (mars 2013). **L'intensité de la baisse** ne semble toutefois **pas s'être accentuée**, puisqu'elle est **jugée forte par 1 entreprise sur 6** comme en mars.

Les **écarts entre secteurs** ne sont **pas très marqués**. Comme précédemment, le commerce de gros est le plus touché (baisse d'activité dans 3 établissements sur 4).

1 entreprise sur 10 a **accru son chiffre d'affaires** ; cette part est stable au cours des 3 dernières enquêtes.

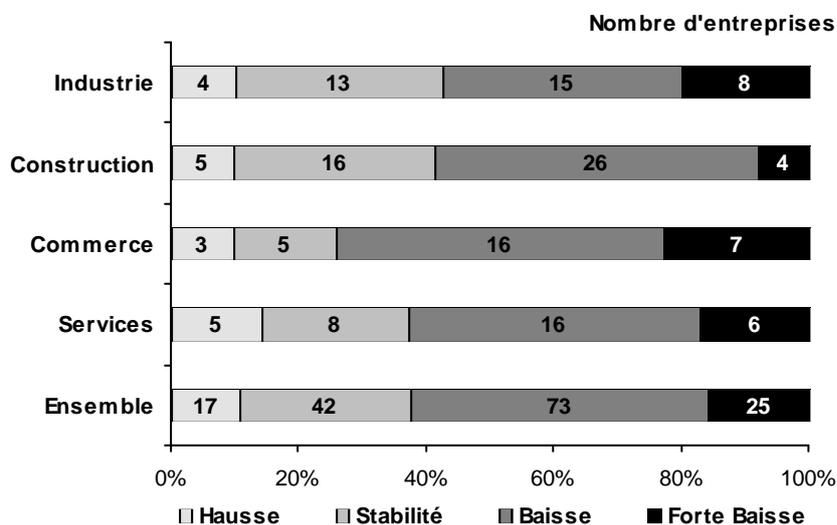
Constat identique pour celles qui l'ont **maintenu** (plus d'une entreprise sur 4) ; la situation est légèrement plus favorable dans l'industrie et la construction (plus de 3 sur 10).

Les **pertes de marché ou de clients** se font **plus nombreuses**. Globalement, **1 entreprise sur 2** y est confrontée. La **dégradation** touche tous les secteurs à **l'exception des services**. La construction est particulièrement impactée (6 sur 10).

Dans la conquête de **nouveaux marchés**, les services tirent leur épingle du jeu (2 entreprises sur 10) ; mais tous secteurs confondus, 1 établissement sur 10 seulement y est parvenu dans les derniers mois.

L'activité a reculé pour 6 entreprises sur 10

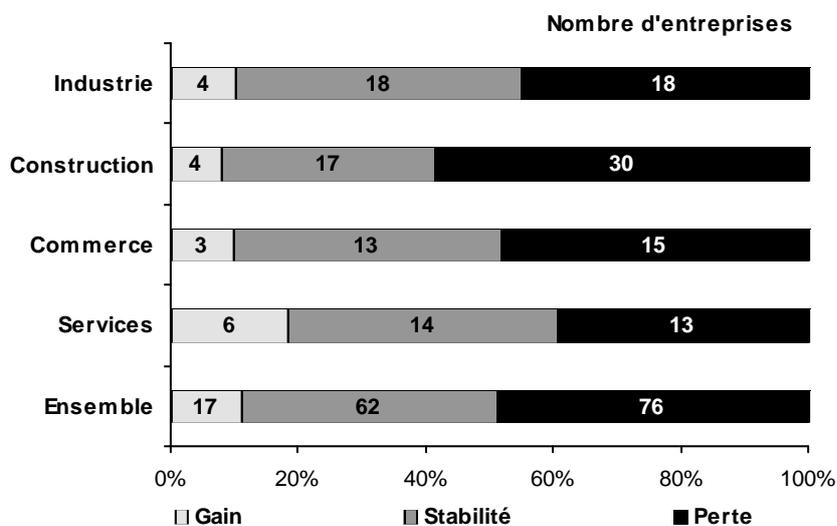
Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



157 réponses

La moitié des entreprises a perdu des clients ou des marchés

Clients / marché : évolution récente

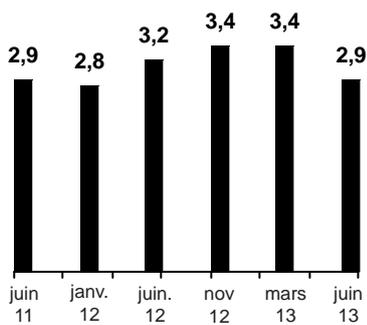


155 réponses

Alors que l'activité ne se redresse pas, la **part des entreprises confrontées à des difficultés financières inquiétantes s'est réduite** pour revenir à l'un des plus faibles niveaux enregistrés au cours des enquêtes : **à peine 3 sur 10**. Le **repli est spécialement marqué dans les services** et la **construction** (1 point de moins).

Pour cette dernière, une très large majorité de dirigeants **ne pas rencontrer de problème particulier**. Ils sont moins de la moitié dans les services (moyenne générale : un peu moins de 6 sur 10).

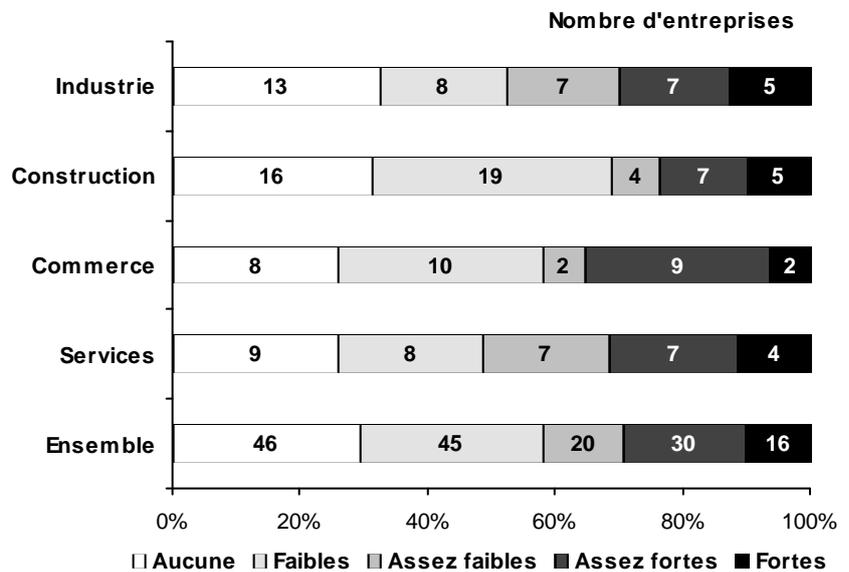
Evolution de la part des entreprises éprouvant des difficultés financières fortes ou assez fortes (en pour 10)



D'une manière générale, **8 responsables sur 10** considèrent que la situation économique n'a **pas eu de répercussions** sur les relations avec les banques, proportion quasiment identique à chaque enquête. Des **tensions sont perceptibles dans 3 établissements sur 20** ; cette moyenne masque toutefois des **disparités importantes entre les secteurs**. Par rapport à mars, on constate en effet **deux évolutions de sens contraire** : normalisation dans le commerce de gros et **dégradation dans les services** (1 responsable sur 4).

Une plus faible proportion d'entreprises confrontées à de graves difficultés financières

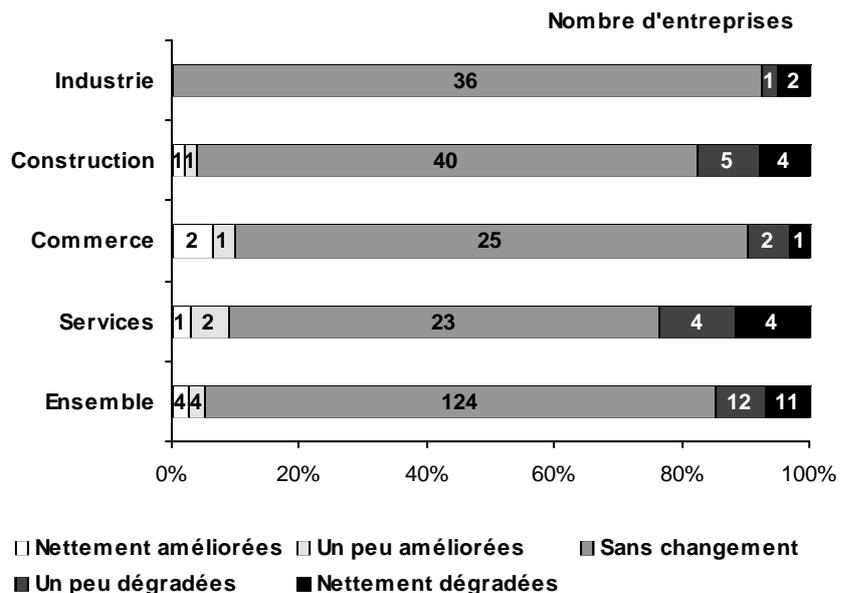
Difficultés financières : existence et intensité



157 réponses

Les relations avec les banques se sont tendues dans les services

Evolution récente des relations avec les banques



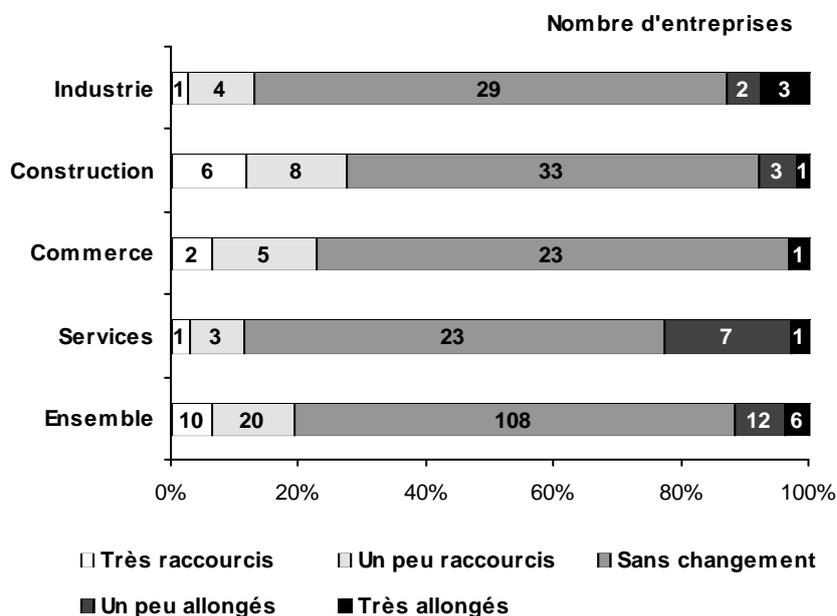
155 réponses

De plus en plus de clients allongent leurs délais de règlement des factures

Délais de règlement...

...aux fournisseurs

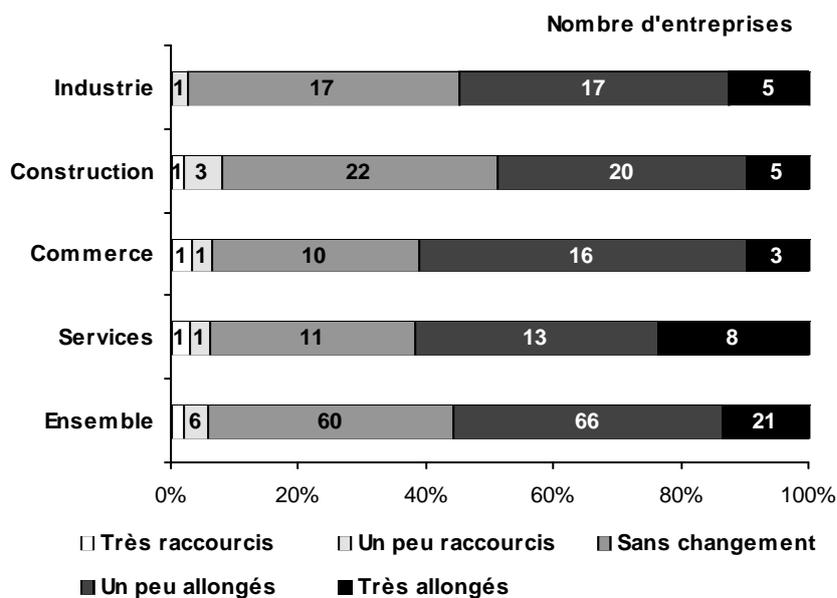
On constate globalement **peu d'évolution sur les délais de règlement des fournisseurs** par les entreprises par rapport à mars. Dans 7 cas sur 10, ils ne sont pas modifiés. En revanche, selon les secteurs, la situation se modifie. Ainsi, **1 entreprise sur 4 fait état d'un raccourcissement dans le commerce de gros, davantage encore dans la construction**. Mais pour cette dernière, la proportion était plus élevée en mars (1 sur 3).



156 réponses

...des clients

Enquête après enquête, on constate une **part croissante d'établissements** pour lesquels les **délais** mis par les **clients** pour régler les factures **s'allongent**. Tous secteurs confondus, cette situation en concerne aujourd'hui près de 6 sur 10. Toutefois, par rapport à mars, les **évolutions divergent : nette dégradation dans les services**, plus mesurée dans l'industrie ; **amélioration dans la construction**.



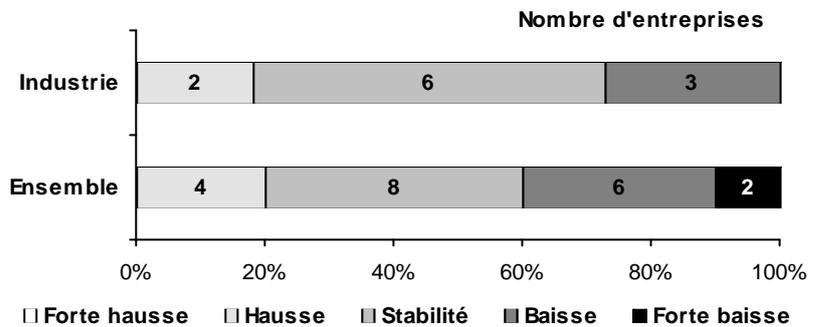
156 réponses

Peu d'entreprises exportatrices parmi les répondantes

La **proportion des entreprises ayant une activité à l'export** parmi les répondants est encore plus **faible** que lors des précédentes enquêtes ; la plus grande prudence s'impose donc dans l'interprétation des résultats.

Dans les entreprises concernées, l'activité exportatrice s'est **contractée dans 4 cas sur 10** et s'est maintenue dans les mêmes proportions. **2 établissements sur 10** ont enregistré une **progression**.

Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois

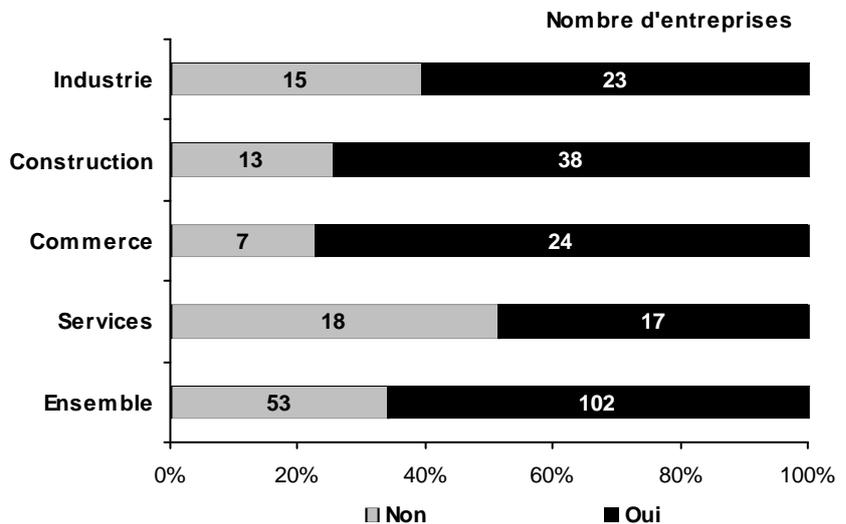


21 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

L'**investissement souffre de la mauvaise conjoncture**. Comme en mars (et en novembre 2012), des **reports** sont opérés par **2 entreprises sur 3**. Cette part s'est **accrue dans la construction et le commerce** de gros, pour atteindre 3 entreprises sur 4. En revanche, une légère **amélioration** est apparue dans les **services** (1 sur 2).

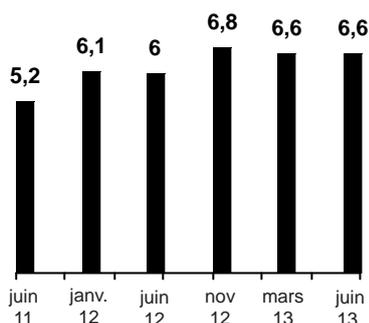
L'investissement malmené

Décision de reporter des investissements¹



155 réponses

Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

Globalement, la répartition des entreprises selon l'évolution des **effectifs permanents** est inchangée depuis plusieurs enquêtes. Le **repli** affecte un peu plus de **3 établissements sur 20** ; la stabilité l'emporte dans 8 cas sur 10.

Là encore, des **divergences sectorielles** se font jour. Les **suppressions** de postes sont beaucoup **plus répandues** qu'auparavant dans le **commerce de gros** (1 sur 4), alors qu'un mouvement inverse est constaté dans l'industrie et les services.

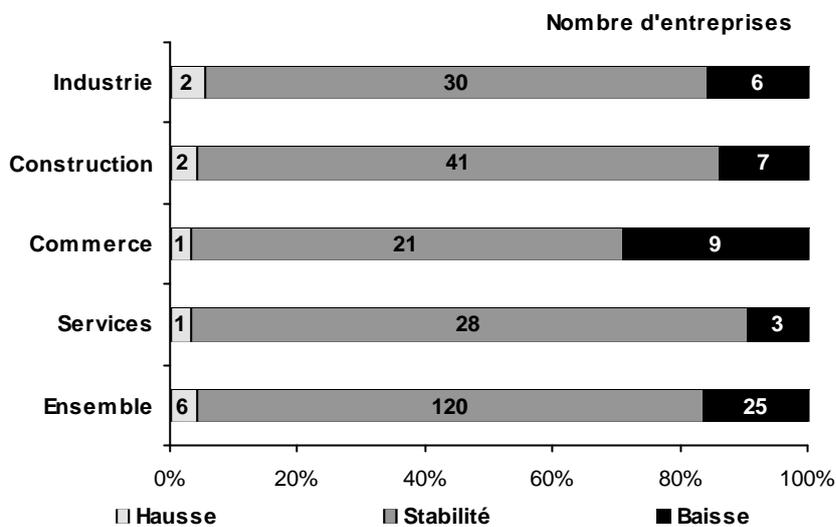
Moins de 4 établissements sur 10 ont eu recours à des salariés non permanents (intérim et CDD) au cours de la période récente, proportion identique à celle des deux enquêtes précédentes. Compte tenu du nombre limité d'utilisateurs, il convient d'être prudent dans les conclusions qui peuvent être tirées.

Les **effectifs ont augmenté dans plus d'1 établissement sur 10**, bien plus dans les **services** (plus d'1 sur 4).

Les cas de **suppression de postes** sont un peu moins nombreux qu'en mars : **1 établissement sur 3** globalement. De **grandes divergences** sont constatées **entre les secteurs** ; la construction est plus concernée, les services quasiment pas.

La réduction des effectifs permanents affecte davantage le commerce de gros

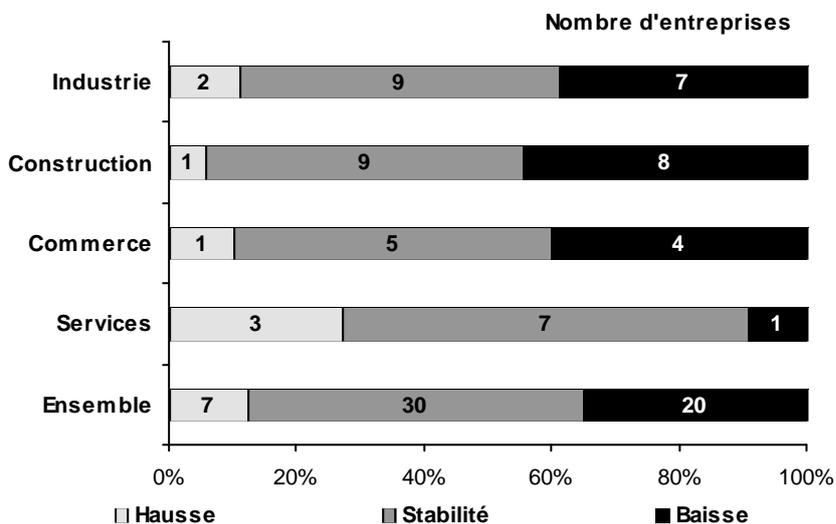
Evolution récente des effectifs permanents



151 réponses

Le recours à du personnel non permanent diminue assez souvent, sauf dans les services

Evolution récente des effectifs non permanents

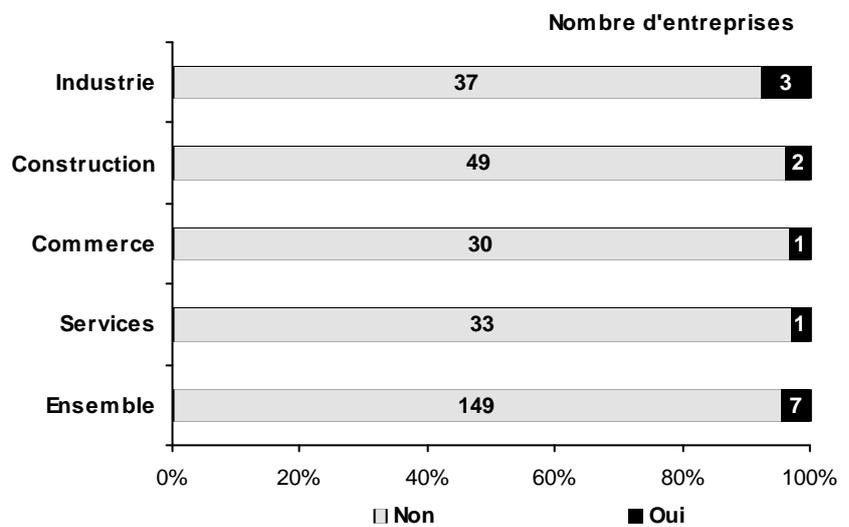


57 entreprises concernées

7 entreprises ont recouru au chômage partiel, parmi celles ayant répondu à l'enquête, dont 3 de l'industrie.

Le recours au chômage partiel très limité chez les répondants

Recours au chômage partiel



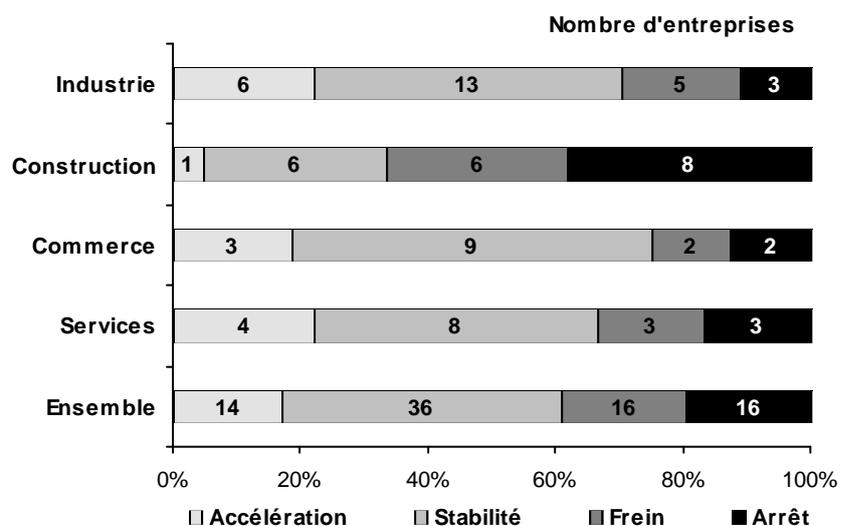
156 réponses

4 entreprises sur 10 ont freiné ou stoppé leur effort d'innovation

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services

82 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement**. Parmi celles-ci, **16 les ont arrêtées** dont la moitié de la construction et **16 les ont freinées**.

A contrario, **14 établissements ont intensifié leurs efforts**. Ils ont été maintenus globalement dans 36 établissements (soit plus de 4 sur 10, davantage dans le commerce de gros, près de 6 sur 10).



82 entreprises concernées

Les prévisions pour les prochains mois

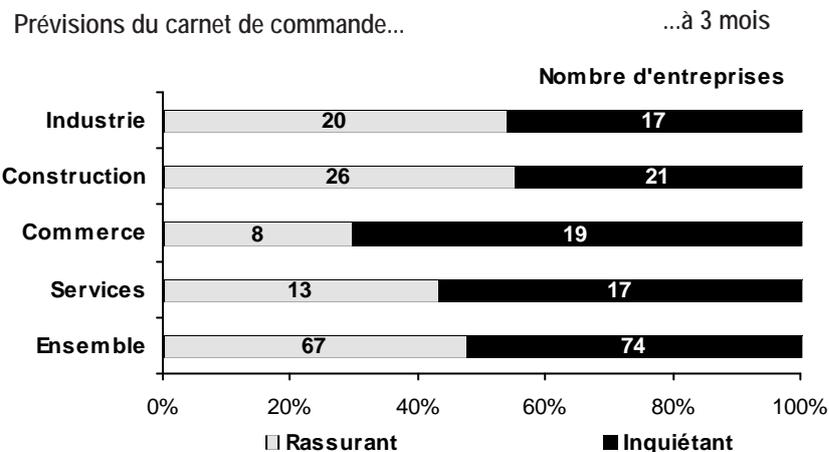
Un peu plus d'**1 responsable sur 2** se dit **inquiet de son carnet de commandes à 3 mois**, autant qu'en mars. Le **commerce de gros** est de nouveau le **plus atteint** (7 sur 10), mais la proportion s'est quelque peu réduite. En revanche, la **situation s'est dégradée** dans les services et, plus modérément, dans l'industrie.

(voir également p. 12)

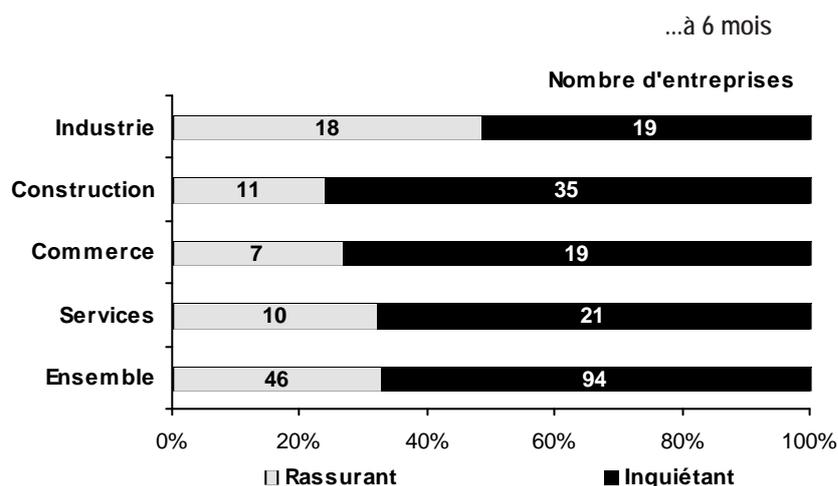
La **visibilité à 6 mois tend** en revanche **à s'améliorer**, poursuivant sur la lancée de l'enquête précédente. Globalement, **un dirigeant sur 3 se montre satisfait**, contre 1 sur 4 en mars. Dans l'**industrie**, ils sont même **1 sur 2**.

Les **responsables n'anticipent pas de retournement** de conjoncture au cours des prochains mois. Près d'**1 sur 2 estime en effet que son activité va se réduire**, soit un peu plus qu'en mars. Les prévisions du début du printemps ne se sont d'ailleurs pas réalisées. Les écarts entre secteurs sont très minimes. Un **regain est attendu dans 1 établissement sur 10** en moyenne.

Des carnets de commandes inquiétants pour plus d'un dirigeant sur 2

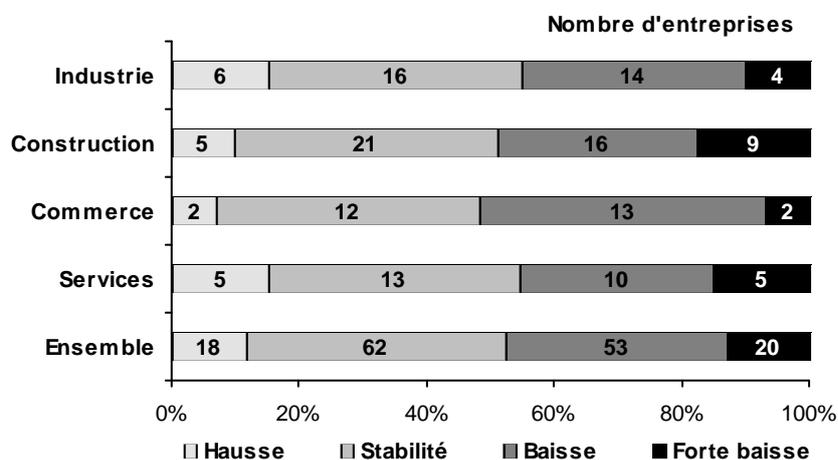


141 réponses



140 réponses

Prévisions d'évolution de l'activité



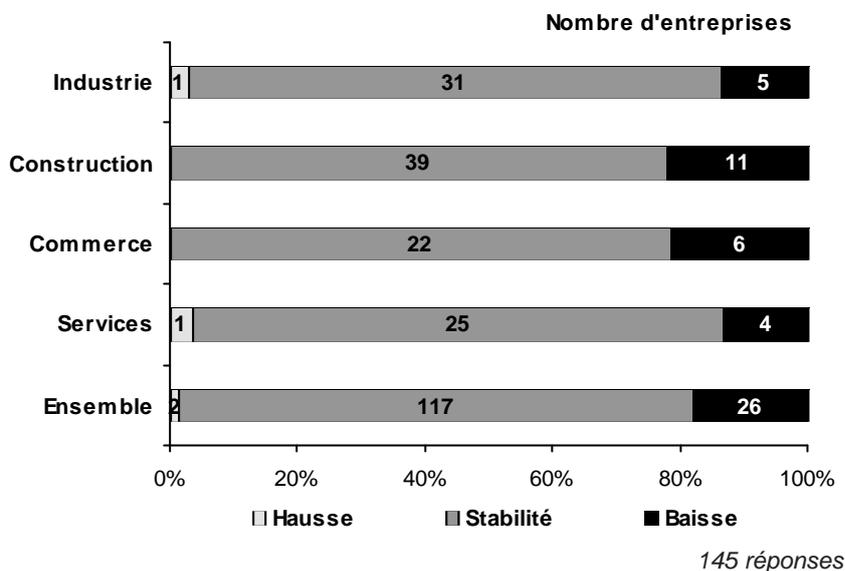
153 réponses

Près de 2 entreprises sur 10 globalement devraient procéder à des **réductions d'effectifs permanents**, proportion accrue par rapport aux enquêtes passées. Le commerce de gros et la construction sont plus particulièrement concernés. Dans les **services et l'industrie**, le **maintien au niveau actuel** devrait être plus fréquent que dans les deux autres secteurs.

Contrairement aux résultats antérieurs, les **cas de hausse** sont quasiment **absents**.

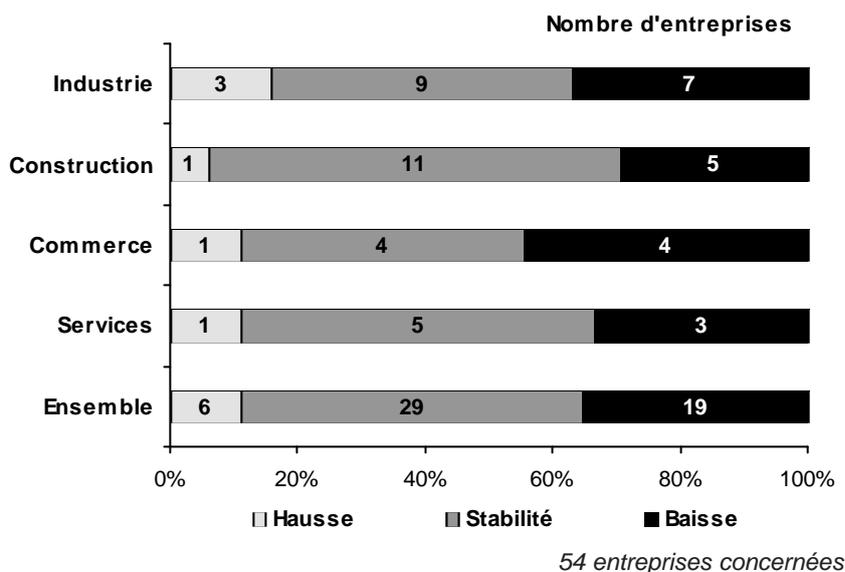
La suppression de postes permanents plus fréquemment envisagée

Prévisions des effectifs permanents



De même pour les postes non permanents

Prévisions des effectifs non permanents



Le **recours** à des salariés **non permanents** devrait se **réduire** dans plus d'**1 entreprise sur 3** en moyenne parmi celles qui sont concernées (un tiers de l'échantillon recueilli). Comme précédemment, cette évolution est davantage prévue dans le commerce de gros.

A l'inverse, on s'acheminerait vers une **croissance pour 1 dirigeant sur 10**, un peu plus dans l'industrie.

Les **pessimistes** sont un peu **plus nombreux** qu'en mars, en proportion. Symétriquement, les rangs de ceux qui ne se prononcent pas se sont très légèrement éclaircis. Les dirigeants de la **construction** et du **commerce de gros** sont les **plus inquiets**.

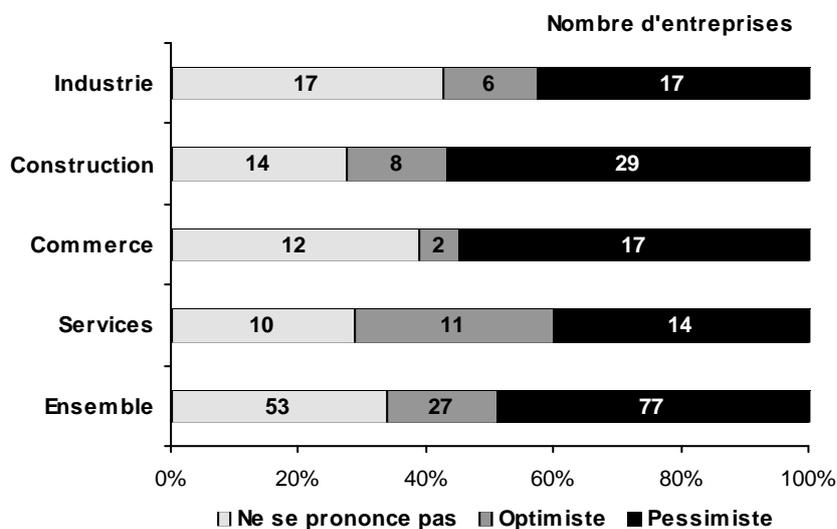
En revanche, il convient de souligner une **évolution nettement plus positive dans les services** où les parts des pessimistes et des optimistes se sont rapprochées.

(voir également p. 12)

Près d'une **quarantaine de responsables éprouvent des craintes pour la pérennité de leur entreprise**, soit la moitié de ceux qui se déclarent pessimistes (proportion identique à celle de mars). Les menaces les plus sérieuses semblent peser sur les services, ce qui était déjà le cas précédemment, et l'industrie ; au total 5 entreprises tiennent pour certain l'arrêt de leur activité.

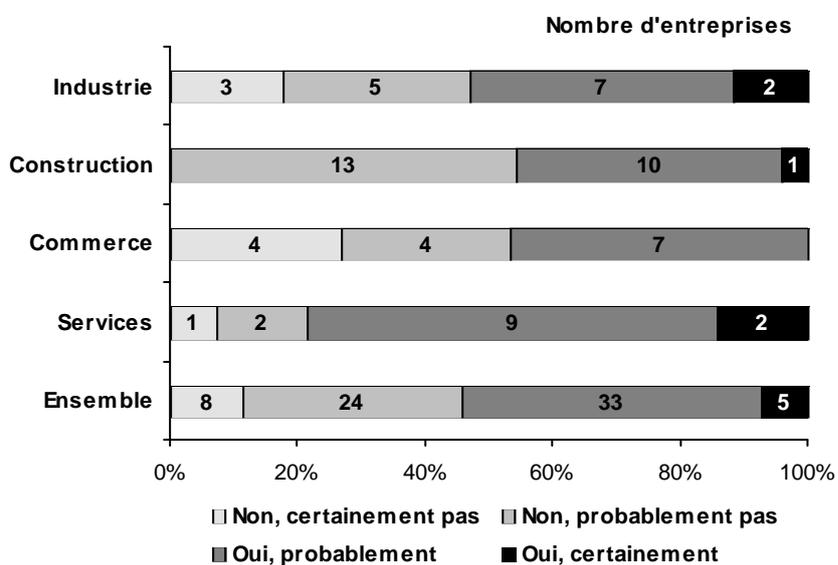
Le pessimisme regagne du terrain, sauf dans les services

Sentiment général des dirigeants



157 réponses

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



70 réponses sur 77 entreprises concernées

Une inquiétude très ancrée

Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait sur les 9 dernières enquêtes.

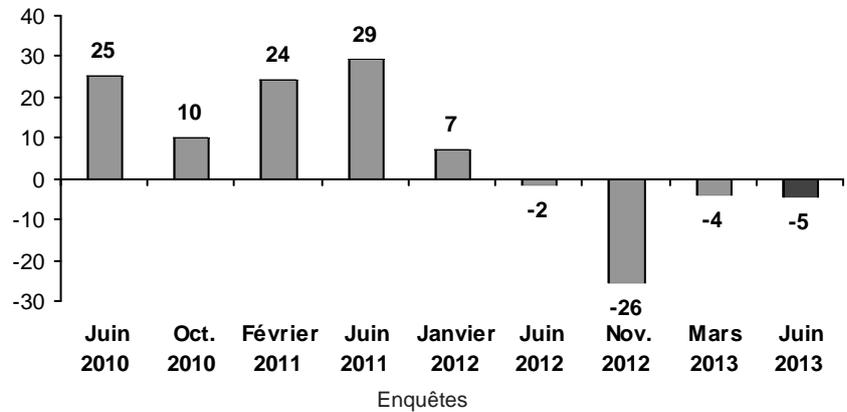
Le ratio concernant les **carnets de commande à 3 mois** s'est très légèrement dégradé ; il est donc **négatif** pour la 4^{ème} enquête consécutive.

Les **évolutions sectorielles** apparaissent plus **divergentes** qu'auparavant. L' **inquiétude** est toujours plus marquée dans le **commerce de gros** , mais à un niveau inférieur à celui constaté précédemment. Elle a gagné en revanche du terrain dans les **services** . Mais à l'inverse, les **ratios** sont assez nettement **positifs** dans **l'industrie et la construction** .

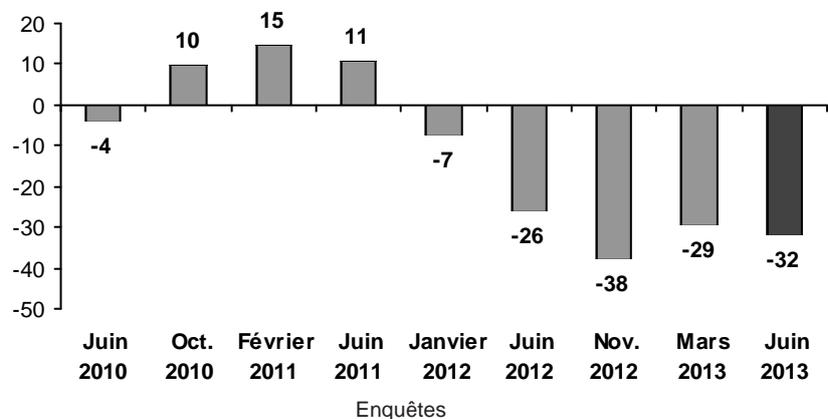
Aucun signe de redressement ne semble pointer à l'horizon des dirigeants d'entreprise. De surcroît, les espoirs dont ils avaient fait état en mars ont été déçus.

Le **solde d'opinion sur le sentiment général** est en conséquence **très négatif** et ce, dans tous les secteurs.

Prévisions du carnet de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS

Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.pilote41.fr - E-mail : infos@observatoire41.com